

# La communauté internationale promet des milliards de dollars pour Gaza

13 octobre 2014

VIDÉO - Un mois et demi après le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, les grands donateurs se réunissaient dimanche. Las de financer la remise en état de l'enclave après chaque campagne militaire, ils exigent de nouvelles négociations de paix.

De notre correspondant à Jérusalem

Un mois et demi après le cessez-le-feu, la communauté internationale se réunissait ce dimanche au Caire afin de parrainer la reconstruction de la bande de Gaza. L'Autorité palestinienne, chargée de piloter le processus, dit avoir besoin de 4 milliards de dollars (environ 3,2 milliards d'euros) sur trois ans. Avant la réunion, la moisson s'annonçait laborieuse, tant les grands donateurs semblent las de financer la remise en état de l'enclave après chaque campagne militaire.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est montré très ferme. Tout en promettant une « aide immédiate » américaine, il a tapé le premier du poing sur la table. « Un cessez-le-feu, ce n'est pas la paix. Nous devons nous rasseoir à la table (des négociations) et aider les parties à faire des choix difficiles, de vrais choix », a-t-il lancé fermement. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, lui aussi d'un ton ferme, lui a emboîté le pas. « Gaza reste une poudrière » et ses habitants « ont désespérément besoin de voir des résultats dans leur vie quotidienne », a-t-il lancé. Puis ce fut Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'Union européenne, pour qui « cela doit être la dernière fois que l'on appelle la communauté internationale à reconstruire Gaza ».



## Le Qatar promet 1 milliard de dollars

Le Qatar a promis de très loin la plus grosse contribution, avec 1 milliard de dollars (790 millions d'euros). Washington a pour sa part annoncé une aide immédiate de 212 millions sur un total de 400 millions de dollars en un an, et l'Union européenne une somme globale de 450 millions d'euros pour 2015. Le total final de l'aide annoncée est de 5 milliards de dollars. Mais il ne s'agit pour l'heure que de promesses de dons. Il est arrivé par le passé que celles-ci soient partiellement respectées.

Conscients de ces réticences, les principaux acteurs de la reconstruction ont tenté de tracer des perspectives d'avenir. Au-delà de l'urgence, qui consiste à rebâtir les 18.000 maisons et les 26 écoles totalement détruites, chacun sent en effet que le développement de ce territoire surpeuplé est une condition nécessaire au rétablissement durable du calme. Sur 1,6 milliard d'aides réclamées par l'agence des Nations unies en charge des réfugiés palestiniens (Unwra), le tiers sera ainsi consacré au développement de l'enclave à long terme. « L'avenir de Gaza ne peut plus être défini par l'instabilité et la pauvreté que génèrent le blocus », observe Pierre Krähenbühl, le chef de cette structure. « Il est temps que la communauté internationale dépasse le stade de la seule action humanitaire pour s'attaquer aux causes réelles de la crise. »

## Surveiller l'usage des matériaux de construction

Sur le terrain, les bonnes intentions risquent cependant de buter sur l'absence de solution politique. Malgré l'engagement pris par les deux parties de mener rapidement des négociations sur la levée du blocus, l'unique point de passage reste pour l'heure hermétiquement fermé aux matériaux de construction et les travaux n'ont pas débuté.

Cherchant à obtenir une amélioration à court terme, le coordinateur de l'ONU pour le processus de paix, Robert Serry, a certes convaincu le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne de ratifier un « mécanisme de reconstruction » censé entrer en vigueur prochainement. Mais ce dispositif, qui permettra à l'État hébreu de surveiller l'usage des matériaux de construction entrant à Gaza, fait l'objet de nombreuses critiques. Les stratèges israéliens craignent que le ciment, le béton et les barres d'acier soient détournés à des fins militaires. Ils ont obtenu un droit de veto sur chaque chantier ainsi qu'un accès illimité à une base de données qui répertoriera l'ensemble des acteurs - propriétaires, commerçants ou industriels - impliqués dans le processus.

« Ce mécanisme revient à institutionnaliser la domination israélienne et va compliquer à l'extrême l'importation de matériaux alors qu'il est au contraire urgent de la simplifier », déplore le représentant d'une des principales ONG internationales, qui prédit : « S'il est appliqué, il ne faudra pas trois ans, mais plusieurs décennies pour reconstruire Gaza ». Ajmad Shawa, responsable d'une fédération de 65 ONG gazaouies, s'interroge pour sa part : « Comment l'ONU, gardienne de la légalité internationale, peut-elle cautionner un mécanisme qui perpétue le siège illégal de Gaza et place les besoins sécuritaires d'Israël au-dessus de la reconstruction ? »

(avec AFP)

Source : <http://www.lefigaro.fr/international...>

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

• Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/La-communaute-internationale,4158>

